

Marre de la crise ?
En 2012, faites comme
l'étincelle : **Prenez de
bonnes révolutions !**

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 10 janvier 2012

Hold-up « social »

A l'attaque au pas de charge ! A peine entrées en vigueur les augmentations de taxes après le 1^{er} janvier, le gouvernement annonce qu'il va mettre en place une TVA dite « sociale ». Traduisez : exonérations de cotisations sociales pour les patrons, financées par une augmentation de la TVA, le plus injuste des impôts. Avec son taux unique, il pèse le plus lourdement sur ceux qui dépensent l'intégralité de leurs revenus, à savoir les travailleurs et les classes populaires. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si cette TVA anti-sociale, donc, est en fait une vieille revendication du Medef.

Enrichissez-nous, disent les patrons !

Pour nous faire avaler ladite TVA, le gouvernement parle de « *favoriser l'emploi* » en « *baissant le coût du travail* ». Un argument archi-usé, servant à justifier les exonérations de cotisations sociales des patrons depuis des années. Ces exonérations – représentant 27,7 milliards d'euros en 2010 – n'ont jamais permis d'enrayer la montée du chômage. Mais pour messieurs les capitalistes, le travail, pourtant source de création de toute richesse et de leur propre enrichissement, représente un « coût ». Un « coût » fait de bas salaires, qui permet aux actionnaires du CAC 40 de se distribuer plus de 37 milliards d'euros de dividendes pour fêter la nouvelle année ! Les capitalistes coûtent décidément très cher aux travailleurs.

L'arnaque

Pour cacher cette réalité, rien de tel qu'une campagne chauvine sur le thème du « *produire en France* ». La TVA sociale aurait des vertus « *anti-délocalisation* », les entreprises ne bénéficiant pas des exonérations pour leur production à l'étranger.

Le hic, c'est que cela revient à croire que les patrons vont répercuter la baisse des cotisations sur les prix. Rien n'est moins sûr ! Le seul objectif de la campagne nationaliste « *made in France* » est de nous faire accepter ce racket, sous prétexte de solidarité nationale... avec les capitalistes français.

Quand les élections s'en mêlent

Année électorale oblige, Sarkozy gesticule et fait semblant de s'en prendre au chômage. Par exemple en faisant mine de s'intéresser au sort des salariés de SeaFrance, qui en seraient réduits à réinvestir leur prime de licenciement dans une coopérative dont l'avenir n'a rien d'assuré. Le gouvernement se contente de soutenir hypocritement le projet de coopérative. Mais derrière SeaFrance, on trouve la SNCF qui vient d'annoncer des bénéfices record, c'est-à-dire l'Etat qui a donc les moyens de maintenir tous les emplois. Au lieu de quoi l'Etat patron reste aujourd'hui le premier licenciement de France !

Le gouvernement organise aussi un « *sommet social* » sur l'emploi, invitant syndicats et organisations patronales à discuter avec lui. En tête de gondole de ce sommet... la fameuse TVA sociale. Ils mettent le mot « social » à toutes les sauces, pour enrober les plans de licenciements, de suppressions d'effectifs, de précarisation et de baisse des salaires, en espérant ainsi acheter la complicité des dirigeants syndicaux qui se prêteront au jeu. .

Et ce n'est pas du côté du Parti socialiste, dont le programme électoral est un programme d'austérité assumé comme tel, que les travailleurs trouveront une quelconque volonté d'en découdre avec le programme antisocial du gouvernement.

A gauche comme à droite, on nous sert la même soupe dont le tout dernier ingrédient est ce ridicule serpent de mer de mini « *taxe Tobin* » censée contrôler la finance, alors que Sarkozy et consorts viennent de mettre des financiers véreux à la tête des Etats grec et italien ! Mais une soupe faite essentiellement de véritable austérité pour la population, le tout saupoudré de démagogie chauvine.

Pour lutter contre l'explosion du chômage et imposer l'interdiction des licenciements avec partage du travail entre tous et maintien du salaire, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et la convergence de leurs luttes sociales. Afin que ce soit enfin eux, tous ensemble, qui dictent leur loi.

22, v'là les flics

Certains chefs sont décidément prêts à tout pour se faire bien voir de leurs supérieurs : il leur a suffi d'un mail de la DRH-Groupe pour qu'ils ordonnent à leurs équipes de poser un jour de congé le 22 décembre, en faisant la chasse aux récalcitrants.

Quant à la direction centrale à l'origine de cette demande, elle s'est bien gardée de communiquer officiellement sur ce sujet, ni avant, ni après le 22... et de prendre position sur de telles pratiques.

Et bien, dis-le !

Carlos Tavares présente ses vœux pour 2012 sur son nouveau blog « Envie de vous dire ». Tout un programme. « *Respect de l'entreprise qui nous fait vivre* », « *discipline collective* », « *gestion optimisée et rigoureuse de nos ressources humaines et financières* »... On s'attendait à des confidences sur l'oreiller mais c'est le discours habituel.

Le bug de l'an 2012

Le 3 janvier 2012, plusieurs centaines de salariés Renault n'ont pas pu accéder au site avec leur badge, partageant ainsi le sort des prestataires dont le badge est régulièrement dévalidé fin décembre. Est-ce lié à l'apparition de lecteurs de badges un peu partout, au retour prévu du pointage ? Silence radio. Le bug a dû aussi neutraliser la com' de l'établissement.

Vive la crise !

Malgré les discours alarmistes de la direction, l'année 2011 a été bonne. Renault finit leader des ventes aux particuliers et des utilitaires. Et le directeur commercial France prévoit qu'en 2012, « *le Groupe devrait au moins maintenir sa performance commerciale au niveau de 2011* ».

La crise, ce sont surtout les salariés qui la sentent passer : réductions d'effectifs, augmentations de la charge de travail, baisses des revenus. Et si Renault devenait aussi le leader de la contestation sociale ?

300 € de bonnes résolutions

Le 13 décembre, un rassemblement dans la Ruche a réuni environ 200 personnes. Alors puisque les NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) vont bientôt commencer, voici une bonne résolution pour 2012 : cette année on sera encore plus nombreux pour arracher une augmentation de 300 € pour tous.

La mutuelle n'a pas la santé

Après 6 % l'an dernier, la mutuelle Renault augmente encore ses tarifs de 5,5 % au 1^{er} janvier 2012. En cause, la nouvelle taxe sur les mutuelles et des dépenses qui augmentent d'autant plus que la Sécurité Sociale diminue ses remboursements. Logique : moins la Santé est financée collectivement, plus les coûts sont transférés sur chaque individu.

Et si on augmentait les salaires de base ? C'est bon pour le salarié et pour les cotisations sociales ?!

Prends l'oseille et tire-toi

Chaque salarié a reçu un courrier interne lui rappelant les aides financières de la GPEC en cas de changement de société, création d'entreprise, dispense d'activité en fin de carrière, départ en retraite, etc. La GPEC prévoit pourtant des embauches, mais elles ont disparu. Tout est axé pour encourager les salariés à partir. De quoi se sentir vraiment reconnu et apprécié dans l'entreprise.

Plus c'est simple, moins c'est valorisant

Selon la direction, le nouveau système de promotion des ETAM au statut cadre serait « plus simple et valorisant ». Mais l'accord ne fixe aucun engagement sur les rémunérations ou le nombre de promos. Aujourd'hui 200 ETAM sur 13 000 sont dans ce système, soit 1,5 % des techniciens Renault. Les 98,5 % restants subissent le blocage des coeffs et les salaires qui stagnent. Le nouvel accord restreint par contre l'accès à un diplôme d'ingénieur à 35 ans maximum au lieu de 40. Plus valorisant, vraiment ?

Bon débarras

La plainte pour harcèlement sexuel déposée par une salariée à l'encontre du responsable multiservice de Vestalia basé au TCR suit son cours. Ce chef est coutumier des abus de pouvoir en tous genres et de nombreux salariés ont eu à en faire les frais. Il avait jusque-là bénéficié de la complicité de sa hiérarchie. Un premier motif de satisfaction : il vient d'être muté à PSA Vélizy. On ne le regrettera pas.

Suicides au travail : Renault au pénal

La famille d'Hervé, qui s'est suicidé en 2007 au TCR, a déposé une plainte pénale pour « harcèlement moral, homicide involontaire et mise en danger de la vie d'autrui ». La plainte, soutenue par le syndicat SUD, vise les fortes pressions exercées sur Hervé, un défaut de formation ou encore un manque de soutien malgré une première tentative de suicide en 2006.

Cette plainte, la première au Pénal, est le début d'une longue procédure qui, si elle aboutissait, permettrait de lutter contre les suicides au travail en mettant les employeurs face à leurs responsabilités.

Le Maroc : paradis pour capitaliste

Cette semaine a lieu le démarrage de l'usine de Melloussa près de Tanger au Maroc. Renault y bénéficiera de salaires particulièrement bas : 250 € par mois pour un ouvrier, 1000 € pour un ingénieur, pour une durée légale de 44h/semaine 6 jours/7.

Selon un dernier rapport de la Banque Mondiale, la politique de promotion du Maroc repose sur la vente d'une main-d'œuvre bon marché et la création d'emplois qui ne permettent pas de sortir de la pauvreté. Ce que la Banque Mondiale appelle le « *travail appauvrissant* »... au grand bénéfice d'une caste marocaine et des exploités du monde entier.